



## CHAPITRE 118

## CHAPTER 118

Loi accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la Côte de Liesse

An Act to grant certain powers to the municipal corporation of Côte de Liesse

[Sanctionnée le 10 février 1954]

[Assented to, the 10th of February, 1954]

Préambule.

**A**TTENDU que la corporation de la paroisse de La Présentation de la Sainte-Vierge, dans le comté de Jacques-Cartier, est régie par le Code municipal;

**W**HEREAS the corporation of the parish of La Présentation de la Sainte-Vierge, in the county of Jacques-Cartier, is governed by the Municipal Code;

Attendu que par suite de la vente des terres en culture comme lots à bâtir, la municipalité a perdu son caractère rural;

Whereas the municipality has lost its rural character through the sale of farm land for building lots;

Attendu que les dispositions du Code municipal ne suffisent plus à cette corporation et qu'il faut de plus amples pouvoirs à son conseil pour l'administrer d'une manière plus conforme à ses besoins et à sa destination;

Whereas the provisions of the Municipal Code no longer suffice for the said corporation and its council needs more extensive powers to administer it in a manner more consistent with its needs and prospects;

Attendu que pour éviter toute confusion, il est opportun de changer le nom de cette corporation en celui de la corporation de la paroisse de Côte de Liesse;

Whereas, to avoid confusion, it is desirable to change the name of the corporation to that of the corporation of the parish of Côte de Liesse;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Nom changé.

**1.** Le nom de ladite corporation est changé en celui de la corporation de la paroisse de Côte de Liesse.

**1.** The name of the said corporation is changed to that of the corporation of the parish of Côte de Liesse.

C.M., a. 392b, aj. pour la corporation.

**2.** Le Code municipal est modifié, pour la corporation, en ajoutant après l'article 392a, le suivant:

**2.** The Municipal Code is amended, for the corporation, by adding after article 392a the following:

**"392b.** La corporation peut faire, amender ou abroger des règlements pour

**"392b.** The corporation may make, amend or repeal by-laws to prescribe

prescrire la manière dont l'autorisation de construire sera demandée, et fixer l'honoraire devant être payé à la corporation sur l'octroi d'un permis de construction, dont le coût ne devra pas excéder deux cents dollars par permis."

C.M.,  
a. 392c,  
aj. pour  
la corpora-  
tion.

**3.** Le Code municipal est modifié, pour la corporation, en ajoutant après l'article 392b, le suivant:

"**392c.** Sans autre formalité que l'approbation du conseil municipal et du ministre des affaires municipales et la publication du règlement en la manière ordinaire, le conseil est autorisé à adopter, d'ici le premier janvier 1955, un règlement de construction et de zonage amendant ou modifiant ses règlements existants, conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 392a et ledit règlement ne pourra être amendé ou modifié que conformément aux dispositions dudit article."

Id.,  
a. 523a,  
aj. pour  
la corpora-  
tion.

**4.** Le Code municipal est modifié, pour la corporation, en ajoutant après l'article 523, le suivant:

"**523a.** Sur requête signée par le ou les propriétaires représentant au moins les deux tiers du front des terrains longeant une rue ou une ruelle, ou une partie de rue ou de ruelle, approuvée par le ministre des affaires municipales, la corporation est autorisée à faire, sur sa propriété, tous les travaux permanents tels que trottoirs, égouts, pavages, aqueduc et leurs raccordements et autres travaux dits permanents et à emprunter, au besoin, les sommes d'argent nécessaires à ces fins.

Pour le calcul des deux tiers des propriétés longeant une rue ou une ruelle, comme susdit, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue de front de leurs

the manner in which authorization to build must be applied for, and fix the fee to be paid to the corporation on the granting of a building permit, the cost whereof not to exceed two hundred dollars per permit."

**3.** The Municipal Code is amended, for the corporation, by adding after section 392b, the following:

M.C.,  
a. 392c,  
added for  
corporation.

"**392c.** Without other formality than the approval of the municipal council and the Minister of Municipal Affairs and the publication of the by-law in the ordinary manner, the council is authorized to adopt, until the first day of January, 1955, a building and zoning by-law amending or modifying its existing by-laws, in conformity with the powers derived from article 392a, and the said by-law may not be amended or modified except in accordance with the provisions of the said article."

**4.** The Municipal Code is amended, for the corporation, by adding after article 523, the following:

Id.,  
a. 523a,  
added for  
corporation.

"**523a.** Upon petition signed by a proprietor or the proprietors representing at least two-thirds of the frontage of the land bordering on a street or lane or part of a street or of a lane and approved by the Minister of Municipal Affairs, the corporation is authorized to execute, on its property, all permanent works, such as sidewalks, sewers, pavings, aqueducts and their connections, and other so-called permanent works, and to borrow, if need be, the amounts required for such purposes.

In calculating the two-thirds of the property bordering a street or a lane as above, the exempted part of corner lots shall not operate against such petition.

The cost of these works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid by a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the front-

propriétés, conformément aux règlements de la corporation et aux termes de l'article 759 du Code municipal et à cette fin, la corporation est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer tous ces travaux.

Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt.

Ces emprunts doivent être ordonnés par règlement du conseil de la corporation, mais sans être soumis à l'approbation des contribuables, comme l'exige l'article 758 du Code municipal, mais ils doivent être approuvés par le ministre des affaires municipales.

Ils doivent être faits au moyen d'une émission d'obligations ou de débentures émises conformément aux dispositions de la charte, ou à défaut de dispositions à ce sujet dans la charte, conformément au Code municipal.

Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de cet emprunt, et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de la corporation, sans qu'il n'ait obtenu d'un ingénieur professionnel une déclaration écrite, sous serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tel emprunt, et que les travaux ont été complètement exécutés.

La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu du présent article, constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations ou débentures émises pour le paiement de ces travaux et au rachat de ces obligations et actions enregistrées à leur échéance, et ces intérêts et fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la corporation.

La corporation est autorisée à emprunter de la banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursé à la banque avec le produit de la vente desdites obligations ou actions enregistrées.

Ces emprunts et la négociation de ces obligations ou débentures doivent être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux."

age of their properties, in conformity with the by-laws of the corporation and the terms of article 759 of the Municipal Code and for this purpose, the corporation is authorized to borrow all the necessary money to pay for these works.

The term of each of such loans shall not exceed that of a special assessment made for the works for which such loan is made.

Such loans shall be ordered by by-law of the corporation council, but without being subject to the approval of the rate-payers, as required by article 758 of the Municipal Code, but they must be approved by the Minister of Municipal Affairs.

They shall be made by means of an issue of bonds or debentures issued in accordance with the provisions of the charter, or, in default of provisions on the subject in the charter, in accordance with the Municipal Code.

Any by-law ordering such loan shall, in each case, clearly specify the object of such loan, and no by-law of this nature shall be adopted by the corporation council unless a written declaration has been obtained from a professional engineer under his oath of office, attesting the total cost of the works for which such loan is required, and that the works have been entirely executed.

The special assessment, collected from the interested proprietors for the permanent works made under this section, shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to paying the interest on the bonds or debentures issued for the payment of such works, and to redeem such bonds and registered stock at maturity, and such interest and sinking-fund shall nevertheless remain a charge against the general funds of the corporation.

The corporation is authorized to borrow from a bank the necessary money for the execution of such works. Such loan shall be reimbursed to the bank out of the proceeds of the sale of the said debentures or registered stock.

Such loans and the negotiation of such bonds or debentures shall be made within the year following the completion of the works."

C.M.,  
a. 768,  
remp.  
pour la  
corpora-  
tion.

**5.** Le Code municipal est modifié, pour la corporation, en remplaçant l'article 768, par le suivant:

**"768.** Sous réserve des dispositions ci-dessus, tout règlement autorisant un emprunt doit être, dans les quarante jours de sa passation, soumis à l'approbation des propriétaires électeurs, conformément aux articles 372 à 387 ou 768a."

Id.,  
a. 768a,  
aj. pour  
la corpo-  
ration.

**6.** Le Code municipal est modifié, pour la corporation, en ajoutant après l'article 768, le suivant:

**"768a.** Tout règlement qui décrète un emprunt et qui doit être soumis à l'approbation des électeurs propriétaires, peut être soumis à cette approbation en suivant les formalités ci-après énumérées. Immédiatement après l'adoption de ce règlement par le conseil, une assemblée publique des électeurs propriétaires, qui, en vertu de la loi, ont droit de vote sur ce règlement, sera convoquée par avis public, signé par le secrétaire-trésorier, avec un délai de huit jours francs, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil. Cette assemblée sera présidée par le secrétaire de la corporation qui nommera un secrétaire, lequel lira et soumettra le règlement à l'assemblée.

Dix électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement pourront, mais seulement pendant l'heure qui suivra l'ouverture de l'assemblée, demander la votation.

Sur cette demande, le maire ou la personne qui préside devra fixer le jour de la votation, à une date qui ne devra pas être plus éloignée que le trentième jour après cette assemblée.

Dans le cas où dix électeurs propriétaires ne demanderaient pas la votation, dans le délai fixé, le règlement sera censé être adopté à l'unanimité par les contribuables intéressés.

Tout règlement ainsi soumis à l'approbation des électeurs propriétaires restera sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra n'approuver un tel règlement que pour partie."

**5.** The Municipal Code is amended, M.C., a. 768, replaced for corporation, for the corporation, by replacing article 768, by the following:

**"768.** Subject to the foregoing provisions, any by-law authorizing a loan shall, within forty days after its adoption, be submitted for the approval of the electors who are property owners, in conformity with articles 372 to 387 or 768a."

**6.** The Municipal Code is amended, Id., a. 768a, added for corporation, for the corporation, by adding after article 768 the following:

**"768a.** Every by-law ordering a loan and which must be submitted for the approval of the electors who are property-owners, may be submitted for such approval in compliance with the formalities hereinafter enumerated. Immediately after the passing of such by-law by the council, a public meeting of the electors who are property-owners and who are entitled by law to vote on such by-law, shall be called by public notice signed by the secretary-treasurer, with a delay of eight clear days, at the place, on the day and at the time fixed by the council. Such meeting shall be presided over by the secretary-treasurer of the corporation, who shall appoint a secretary by whom the by-law shall be read and submitted to the meeting.

Ten electors present and qualified to vote on such by-law may demand a poll but only during the hour following the opening of the meeting.

Upon such demand, the mayor or the person presiding shall fix the polling-day for a date which must not be later than the thirtieth day after such meeting.

If the electors who are property-owners do not demand a poll within the delay fixed, the by-law shall be deemed to be unanimously adopted by the ratepayers concerned.

Any by-law so submitted for the approval of the electors who are property-owners shall remain subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council, who may approve such by-law in the part only."



C.M.,  
a. 787b,  
aj. pour  
la corpora-  
tion.

7. Le Code municipal est modifié, pour la corporation, en ajoutant après l'article 787a, le suivant:

"787b. La corporation est autorisée à décréter par règlement les travaux et dépenses nécessaires pour établir, mettre en opération et administrer, seule ou avec toutes municipalités voisines intéressées, tout système d'égout ou de canalisation, pour être utilisé en commun ou autrement, pour disposer des eaux d'égouts, et à acquérir à cette fin tout terrain, droit de passage et autres servitudes nécessaires à l'exécution desdits travaux, de gré à gré ou par expropriation, et à passer tous contrats ou conventions avec les municipalités voisines ou le gouvernement de la province de Québec pour la réalisation desdites fins.

A défaut d'entente avec les corporations municipales intéressées ou avec les propriétaires des terrains à exproprier, le cas litigieux sera arbitré, à la demande de toute partie intéressée, par la Régie des services publics, qui en décidera en dernier ressort et fixera l'indemnité s'il y a lieu.

Tout emprunt nécessaire pour payer le coût desdits travaux devra être soumis à l'approbation des électeurs propriétaires, de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales."

Emprunt  
autorisé.

8. Le Conseil est autorisé à emprunter une somme n'excédant pas dix mille dollars pour pourvoir aux premières dépenses de l'organisation d'un service d'égouts et d'aqueduc et de la confection d'un plan de construction et de zonage.

Approba-  
tion.

Cet emprunt ne sera pas soumis à l'approbation des électeurs mais devra être approuvé par le ministre des affaires municipales.

Entrée en  
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7. The Municipal Code is amended, for the corporation, by adding, after article 787a, the following:

M.C.,  
a. 787b,  
added for  
corpora-  
tion.

"787b. The corporation is authorized to order, by by-law, such work and expenditure as are required to establish, put in operation and administer, alone or with any neighbouring municipalities interested, any sewer or drainage system, to be used jointly or otherwise, for the disposal of sewage, and to acquire for that purpose any land, right of way and other servitudes required for the execution of such works, by mutual agreement or expropriation, and to make any contracts or agreements with neighbouring municipalities or the Government of the Province of Quebec for the accomplishment of the said purposes.

Failing agreement with the interested municipal corporations or with the owners of lands to be expropriated, the issue shall, at the request of any interested party, be arbitrated by the Public Service Board, which shall decide without appeal and fix the indemnity if any.

Any loan required to pay the cost of the said works shall be submitted for the approval of the elector-proprietors, the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs."

8. The council is authorized to borrow a sum not exceeding ten thousand dollars to cover the first expenses for the organization of a sewers and water-works service and the preparation of a building and zoning plan.

Loan au-  
thorized.

Such loan shall not be submitted for the approval of the electors, but must be approved by the Minister of Municipal Affairs.

Approval.

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.